

SEPTEMBRE
2018
n°275

SOMMAIRE

Pages 1 et 2 :

**Combien faut-il
gagner pour faire
partie des Français
les plus riches ?**

Pages 2 et 3 :

**Marchés boursiers :
le choix du bon indice**

Page 4 :

**Panorama des
marchés financiers et
chiffres clés**

COMBIEN FAUT-IL GAGNER POUR FAIRE PARTIE DES FRANÇAIS LES PLUS RICHES ?

Quels revenus faut-il atteindre pour faire partie du cercle très fermé des 1 % des français les plus riches ? L'INSEE apporte la réponse dans son édition 2018 sur « les revenus et le patrimoine des ménages ».

Dans cette étude, **les revenus sont retenus avant impôt et prélèvements sociaux et intègrent bien évidemment ceux liés à l'activité professionnelle mais également ceux issus du patrimoine.** Afin d'évacuer la problématique liée à la notion de taille et de composition du foyer, l'INSEE retranscrit les revenus pour une unité de consommation. Ceci est louable mais complexifie la lecture des revenus dans la mesure où une unité entière est attribuée au chef de famille majorée de 0,5 unité pour chaque personne de plus de 14 ans présente dans le foyer et 0,3 unité par enfant de moins de 14 ans. En clair, une personne seule dispose d'une unité de consommation, un couple marié sans enfant compte 1,5 unité de consommation (1 pour le chef de famille + 0,5 pour le conjoint) et un couple avec un enfant de plus de 14 ans et un de moins de 14 ans possède 2,3 unités de consommation (1 pour le chef de famille + 0,5 pour le conjoint + 0,5 pour l'enfant de plus de 14 ans + 0,3 pour l'enfant de moins de 14 ans).

L'INSEE nous apprend que, **pour faire partie des 50 % des Français les plus aisés, il convient de gagner plus de 22 170 euros annuels avant impôts (soit 1 850 euros par mois) pour une personne seule** ou 33 255 euros (soit 2 770 euros par mois) pour un couple sans enfant ou encore 55 425 euros (soit 4 620 euros par mois) pour un couple avec deux enfants âgés de plus de 14 ans.

Pour mémoire, la moyenne des revenus annuels des 50 % des plus riches ressort à 26 040 euros (soit 2 170 euros par mois) pour une personne seule et 39 060 euros (soit 3 255 euros) pour un couple sans enfant.

En matière d'étude des hauts revenus, l'INSEE ne retient que les 10 % de la population des plus riches. Autrement dit, 90 % de la population répertoriée sous la dénomination de « très grande majorité de la population » est écartée d'office. **Au sein des 10 % restants, les 9 premiers pourcents sont regroupés sous la dénomination de « hauts revenus » et le dernier pourcent est répertorié en tant que « très hauts revenus ».** Cette catégorie des très hauts revenus, autrement dit celle qui regroupe les 1 % des Français les plus riches, se subdivise en trois sous-catégories :

- Celle des personnes « plus aisées » qui regroupe les 0,01 % de la population disposant des revenus les plus élevés ;
- Celle des « très aisées » qui englobe les 0,09 % des personnes suivantes ;
- Les 0,9 % restantes sont appelées les « aisées ».

Etant donné que la France compte 37,4 millions de foyers fiscaux, cela signifie que le nombre de personnes « plus aisées » se monte à 3 740, celui des « très aisées » à 33 660 et celui des « aisées » à 336 600 pour une population totale de très hauts revenus de 374 000 personnes.

Au regard de cette étude menée par l'INSEE, il en découle que :

- Si vous vivez seul et percevez **plus de 699 230 euros par an** (soit 58 269 euros par mois), vous faites partie du **club très fermé des « plus aisés » regroupant 1 français sur 10 000**. Si vous êtes marié sans enfant, il faut dépasser 1 048 845 euros par an (soit 87 404 euros par mois) puisque vous bénéficiez de 1,5 unité de consommation. Pour mémoire, la moyenne des revenus annuels de cette catégorie ressort à 1 296 980 euros (soit 108 082 euros par mois) pour une personne seule et 1 945 470 euros (soit 162 123 euros par mois) pour un couple.
- Si vous vivez seul et percevez **entre 259 920 euros par an** (soit 21 660 euros par mois) **et 699 230 euros par an** (soit 58 269 euros par mois), vous faites partie de la **population des « très aisés »**. Si vous êtes marié sans enfant, cela correspond à une rémunération annuelle comprise entre 389 880 euros (soit 32 490 euros par mois) et 1 048 845 euros (soit 87 404 euros par mois). Pour mémoire, la moyenne des revenus annuels de cette catégorie ressort à 366 090 euros (soit 30 508 euros par mois) pour une personne seule et 549 135 euros (soit 45 761 euros par mois) pour un couple.
- Si vous vivez seul et percevez des revenus compris **entre 106 210 euros par an** (soit 8 851 euros par mois) **et 259 920 euros par an** (soit 21 660 euros par mois), vous faites partie des 0,9 % des français les plus riches et entrez dans la **catégorie des « aisés »**. Si vous êtes marié sans enfant, pour appartenir à cette catégorie, il faut avoir un revenu annuel compris entre 159 315 euros (soit 13 276 euros par mois) et 389 880 euros (soit 32 490 euros par mois). Pour mémoire, la moyenne des revenus annuels de cette catégorie ressort à 145 640 euros (soit 12 137 euros par mois) pour une personne seule et 91 245 euros (soit 18 205 euros par mois) pour un couple.
- Si vous vivez seul et percevez **entre 45 220 euros par an** (soit 3 760 euros par mois) **et 106 210 euros par an** (soit 8 851 euros par mois), **vous faites partie de la catégorie des hauts revenus sans toutefois faire partie de celle des très hauts revenus**. Autrement dit, cette catégorie regroupe les 9 premiers pourcents des 10 % des plus riches. Si vous êtes marié sans enfant, il faut avoir un revenu annuel compris entre 67 830 euros (soit 5 653 euros par mois) et 159 315 euros (soit 13 276 euros par mois). Pour mémoire, la moyenne des revenus annuels de cette catégorie ressort à 60 830 euros (soit 5 069 euros par mois) pour une personne seule et 91 245 euros (soit 7 604 euros par mois) pour un couple.
- Si vous vivez seul et percevez **moins de 45 220 euros par an** (soit 3 760 euros par mois), **vous appartenez à la « très grande majorité de la population »**. Si vous êtes marié sans enfant, il faut gagner moins de 67 830 euros par an (soit 5 653 euros par mois). Pour mémoire, la moyenne des revenus annuels de cette catégorie ressort à 20 880 euros (soit 1 740 euros par mois) pour une personne seule et 31 320 euros (soit 2 610 euros) pour un couple.

L'INSEE indique que la **population des très hauts revenus, qui est composée des 1 % des français les plus riches, encaisse 6,6 % de la totalité des revenus et gagne en moyenne 176 990 euros** (pour une personne seule) **soit 6,8 fois plus que le revenu moyen de la population dans son ensemble**. Si l'on retient la population des « très aisés », son revenu moyen est 14 fois supérieur à celui de l'ensemble de la population. Le rapport entre les « plus aisés » et la population moyenne est de 50 fois. Au sein de la population des très hauts revenus, les disparités sont très fortes avec un rapport allant de 1 à 200. En ajoutant l'aspect fiscal, les écarts tendent toutefois à se réduire puisque la population des très hauts revenus contribue davantage à l'impôt que les autres. En moyenne, la catégorie des très hauts revenus voit, en effet, son revenu disponible être amputé d'au moins 25 %. Dès lors, **le revenu annuel requis pour faire son apparition au sein du club des très hauts revenus se trouve abaissé à 79 810 euros au lieu de 106 210 euros avant impôt**. L'effet redistributif de l'impôt est réel puisque la population des très hauts revenus, qui encaisse près de 7 % de la masse des revenus, acquitte 25 % du total de l'impôt sur le revenu.

Un autre enseignement figurant dans le rapport établi par l'INSEE concerne les revenus du patrimoine : **au plus les revenus augmentent, au plus les revenus du patrimoine deviennent importants**. Ainsi, si ces derniers représentent 6 % pour la catégorie de la « très grande majorité », ils atteignent plus de 25 % pour les très hauts revenus et près de 40 % pour celle des « plus aisés ».

A partir de ces éléments, il est possible de dresser **le portrait-robot des personnes entrant dans la catégorie des très hauts revenus**. Dans les faits, il s'agit d'un couple n'ayant plus d'enfant à charge dont le chef de famille est âgé de plus de 57 ans et exerce une activité de cadre administratif ou commercial au sein d'une entreprise privée. Ce couple est propriétaire de sa résidence principale située en Ile-de-France et plus particulièrement à Paris intra-muros. Ses revenus annuels se montent à 177 000 euros dont 45 000 euros sont issus de son patrimoine.

MARCHES BOURSIERS : LE CHOIX DU BON INDICE

Si vous suivez les marchés boursiers, vous avez certainement en mémoire que le CAC 40, l'indice phare de la bourse de Paris, a frôlé la barre des 7 000 points en septembre 2000. Pour rappel, c'est précisément au cours de la séance boursière du 4 septembre 2000 que le CAC 40 a atteint son plus haut niveau historique fixé à 6 944,77 points. Sachant que le niveau du CAC 40 est actuellement de l'ordre de 5 400 points, vous supposez que le CAC 40 est loin de son niveau record et qu'il doit encore enregistrer une progression d'environ 30 % pour retoucher ce seuil.

Dans les faits, vous vous méprenez puisque la progression de l'indice vedette des actions françaises a dépassé son niveau de septembre 2000 de près de 50 % !

La raison de cet écart vertigineux s'explique par le fait que le **CAC 40 est un indice qui mesure uniquement les variations des cours sans tenir compte des dividendes versés**. Or, quand vous détenez des actions, votre moteur de performance est composé à la fois de la variation des cours mais aussi du dividende versé avec lequel vous avez la possibilité d'acquérir de nouveaux titres.

L'indice qui prend en compte le réinvestissement des dividendes bruts versés par les sociétés du CAC 40 existe et se dénomme **CAC 40 GR** (GR signifiant Gross Return en anglais soit rendement brut en français). Le paradoxe est que cet indice qui offre une mesure réelle de la performance des actifs boursiers demeure peu utilisé par les professionnels et se trouve être totalement inconnu du grand public !

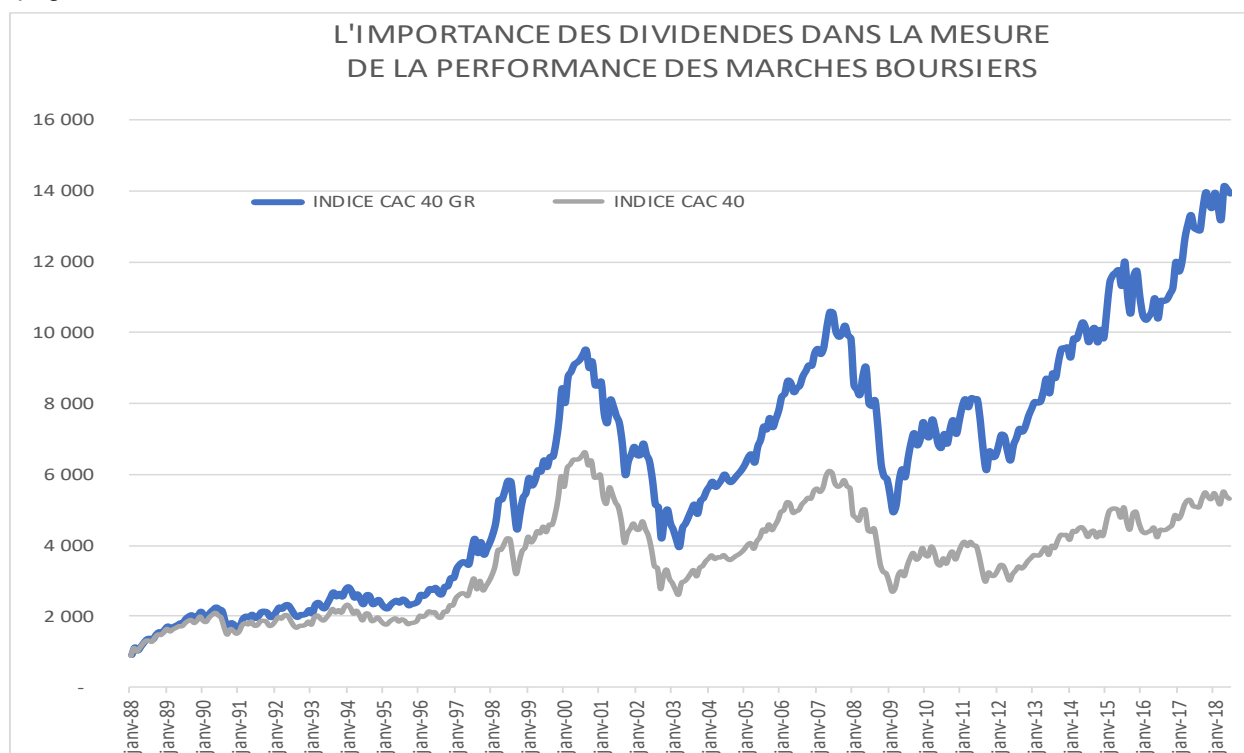
A l'inverse du CAC 40, le CAC 40 GR a dépassé son point haut de septembre 2000 dès janvier 2007 alors qu'à cette même date l'indice CAC 40 affichait encore un repli de 15 %. Si la crise des subprimes a lourdement fait rechuter les marchés boursiers à l'été 2007, il n'en demeure pas moins que le CAC 40 GR a, dès octobre 2013, récupéré le point haut de septembre 2000. Tandis qu'à cette même date, le CAC 40 affichait encore un repli de 35 % et que, pour recouvrer son niveau record de septembre 2000, il devait donc enregistrer une hausse de plus de 50 % !

Ceci démontre donc que **l'utilisation de l'indice CAC 40 comme indicateur de référence de la progression de la bourse n'est pas judicieuse. Ne pas intégrer les dividendes aboutit à une importante sous-estimation de la performance réelle de la bourse française**. Comme le démontre le graphique ci-après, les écarts sont très conséquents puisque, depuis sa création fixée au 31 décembre 1987, **le CAC 40 a été multiplié par 5,3 contre 14 pour le CAC 40 GR**. Preuve que l'investissement boursier est très rémunérateur tout en étant nettement moins risqué qu'il n'y paraît.

L'utilisation d'un mauvais outil de mesure (le CAC 40 au lieu du CAC 40 GR) procure une mauvaise information auprès des épargnants en laissant supposer que l'investissement boursier est moins rentable qu'il ne l'est en réalité. Cette erreur n'a pas été commise par nos voisins allemands puisque leur indice vedette, le DAX 30, intègre le réinvestissement des dividendes. C'est peut-être l'une des raisons pour laquelle les entreprises allemandes sont devenues plus compétitives que les nôtres car, d'apparence plus rentables, elles attirent plus facilement les capitaux des épargnants.

Cette diffusion du mauvais indice boursier explique certainement en partie l'aversion au risque chronique dont souffre l'épargnant français ! Attention toutefois à ne pas sombrer dans un excès d'optimisme pour autant. La prise en compte des dividendes permet de constater que **les marchés boursiers ont atteint des niveaux historiquement très élevés** suite à la progression soutenue de ces dernières années. Ainsi, la hausse globale des actions françaises, depuis le creux de 2011, est de 130 % et non de « seulement » 80 % comme pourrait le laisser supposer la progression de l'indice CAC 40. **Cette forte hausse est plutôt annonciatrice d'un risque de correction à venir que d'une poursuite de la progression des cours**. Autrement dit, la période est davantage propice aux prises de bénéfices qu'à l'investissement massif en actions.

En clair, l'utilisation d'un indice plus adéquat que le CAC 40 s'avère utile pour offrir une meilleure lisibilité des marchés aux épargnants. C'est la raison pour laquelle nous avons intégré le CAC 40 GR dans les indices boursiers figurant en dernière page de notre lettre mensuelle.



PANORAMA DES MARCHÉS FINANCIERS

Données arrêtées au 31 août 2018

Marchés des Actions	Niveau des indices	Variation en pourcentage sur			
		2 mois	l'année	3 ans	5 ans
PARIS (CAC 40)	5 406,85	1,57%	1,77%	16,20%	37,45%
PARIS (CAC 40 GR)	14 156,80	1,59%	4,61%	28,63%	62,27%
PARIS (CAC Mid&Small)	14 190,78	0,12%	-1,84%	33,82%	85,32%
PARIS (CAC All-Tradable)	4 268,15	1,72%	2,00%	19,04%	42,80%
EUROPE (Euro Stoxx 50)	3 392,90	-0,08%	-3,17%	3,77%	24,66%
NEW YORK (Dow Jones)	25 964,82	6,98%	5,04%	57,10%	75,32%
NEW YORK (Nasdaq Composite)	8 109,54	7,98%	17,47%	69,78%	125,90%
FRANCFORT (Dax Xetra)	12 364,06	0,47%	-4,29%	20,51%	52,58%
LONDRES (FTSE 100)	7 432,42	-2,68%	-3,32%	18,96%	15,90%
TOKYO (Nikkei 225)	22 865,15	2,51%	0,44%	21,04%	70,78%
MONDE (Msci World) en Euros	193,09	3,86%	5,19%	26,92%	62,81%

Taux d'intérêt	jour le jour	2 ans	5 ans	10 ans	20 ans
FRANCE	-0,40%	-0,54%	-0,14%	0,63%	1,23%
ETATS-UNIS	1,96%	2,69%	2,77%	2,89%	2,98%
ROYAUME-UNI	0,66%	0,79%	1,05%	1,32%	1,78%
JAPON	-0,08%	-0,12%	-0,08%	0,07%	0,59%

Or et Devises	Cours	Variation en pourcentage sur			
		2 mois	l'année	3 ans	5 ans
LINGOT	33 670 €	-2,43%	-3,11%	4,89%	-0,36%
NAPOLEON	199,90 €	-1,48%	-3,38%	4,06%	-2,54%
EURO / DOLLAR	\$ 1,1668	-0,13%	-2,93%	4,06%	-11,84%
EURO / LIVRE STERLING	£ 0,8967	1,38%	0,87%	22,72%	5,00%
EURO / 100 YENS	¥ 129,52	0,15%	-4,33%	-4,74%	-0,38%
EURO / FRANC SUISSE	CHF 1,1311	-2,24%	-3,39%	4,39%	-8,12%

CHIFFRES CLÉS DE L'ÉCONOMIE FRANÇAISE

Données arrêtées au 31 août 2018

PRODUIT INTERIEUR BRUT	2 322,76 milliards d'euros au 2eme trimestre 2018
DEFICIT PUBLIC 2017	59,3 milliards d'euros soit 2,6 % du PIB
DETTE PUBLIQUE 2018	2 255,3 milliards d'euros soit 97,60 % du PIB
TAUX DE CROISSANCE TRIMESTRIEL DU PIB	+ 0,20 % au 2eme trimestre 2018
PRODUCTION INDUSTRIELLE	+ 0,60 % en juin 2018
DEPENSE DE CONSOMMATION DES MENAGES	+ 0,10 % en juillet 2018
PLAFOND DE LA SECURITE SOCIALE	3 311 euros par mois à compter du 01/01/2018
SMIC (BRUT)	9,88 € au 01/01/2018 soit 1 498,47 € mensuels
INDICE DES PRIX	+ 2,30 % sur un an
INDICE DES LOYERS COMMERCIAUX (ILC)	+ 2,20 % sur un an
INDICE DE REFERENCE DES LOYERS (IRL)	+ 1,25 % sur un an
TAUX DE CHOMAGE	9,10 % de la population active

2, avenue de Flandre - CS 15015 - 59705 MARCQ-EN-BAROEUL Cedex

Tél. : 03.20.72.07.71 - Fax : 03.20.65.29.04 - magellanconseil@magellanconseil.fr - www.magellanconseil.fr

S.A.R.L. au capital de 40 000 € - R.C.S. Lille Métropole B 392 608 311 - Code APE N° 6619B - TVA intracommunautaire N° FR20392608311 - Membre de l'ANACOFI CIF association agréée par l'AMF
 Référencée à l'ORIAS (www.orias.fr) sous le N° 07 005 844 en tant que Conseiller en Investissement Financier, Courtier d'assurance, Courtier en opérations de banque et en services de paiement.
 Intermédiaire Immobilier (carte professionnelle délivrée par la CCI de Lille N° CPI 5906 2016 000 011 371) - Garantie financière « non détention de fonds pour compte de tiers » et
 responsabilité civile professionnelle police N° 114.239.900 (Adhérent numéro : 226152) - MMA IARD 14 Bd Marie et Alexandre Oyon 72030 Le Mans Cedex 9